

https://www.ricochets.cc/Pandora-Papers-les-criminels-sont-au-pouvoir-le-contraire-serait-etonnant_probleme-structurel-de-l-Economie.html



Pandora Papers : les criminels sont au pouvoir, le contraire serait étonnant

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mardi 5 octobre 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Plus loin que le constat de dérives, quelques réflexions critiques autour du scandale des « Pandora papers » et des milliards qui transitent discrètement dans divers paradis fiscaux via des sociétés off shore, des sociétés écrans et des prête-noms pour rejoindre le grand bain gris de l'Economie :

°LES CRIMINELS SONT AU POUVOIR°

Alors que de plus en plus de monde tombe dans la pauvreté extrême, plusieurs chefs de gouvernement sont mis en cause pour évasion fiscale dans une enquête des médias du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ).

Plusieurs dirigeants, dont le Premier ministre tchèque, le roi de Jordanie ou les présidents du Kenya et d'Equateur, ont dissimulé des avoirs dans des sociétés offshore, à des fins d'évasion fiscale. En France, près de 794 sociétés sont concernées par ces révélations, et trois personnalités politiques. L'enquête baptisée « Pandora Papers », à laquelle ont collaboré près de 600 journalistes, s'appuie sur 11,9 millions de documents et a mis au jour plus de 29.000 sociétés offshore. Plusieurs médias français vont sortir des enquêtes spécifiques dans les prochains jours. Cash Investigation va notamment diffuser un reportage centré sur Dominique Strauss-Kahn.

► Vidéo : <https://www.facebook.com/watch/?v=1261033467651373>

(post Cerveaux non disponibles)



Pandora Papers : les criminels sont au pouvoir, le contraire serait étonnant Tenter de moraliser un système fondamentalement vicié, pervers et violent est vain, absurde

La civilisation industrielle, sa non-démocratie et son capitalisme, favorise l'ascension des pires pratiques

Dans ce système fondé sur la compétition à outrance pour les places, la concurrence de tous contre tous, la guerre des égos et des chefs pour obtenir le leadership en politique comme dans les grandes entreprises, où des tas de magouilles sont pratiquées pour s'imposer, où il faut beaucoup d'argent et le soutien de lobbies pour monter, **il est inévitable que ça favorise l'absence de scrupules, le cynisme, l'arrivisme, l'égoïsme, la valse des intérêts privés...**

Sauf exception qui confirme la règle, seul.e.s celles et ceux prêts à tout, dont les longues dents ont creusé de larges

et profonds sillons dans le parquet, arrivent à surnager.

Dès lors, pourquoi se priver d'utiliser les nombreux outils à disposition pour échapper à l'impôt, pouvoir intriguer tranquille ou entasser les pesetas à l'abri du regard ?

Les traficotages dans les paradis fiscaux ne sont même pas un problème de moralité individuelle

Les traficotages dans les paradis fiscaux ne sont même pas un problème de moralité individuelle, car le pouvoir et l'argent corrompent tout.e aspirant.e au pouvoir, et dans cette mêlée gluante nommée à tort « société » il est nécessaire de gruger et d'accumuler les millions pour atteindre les sommets puants de la hiérarchie.

Il faudrait donc plutôt supprimer (le capitalisme, la concurrence, l'Etat, les gouvernements, la fausse démocratie et les vraies dictatures...) tout ce qui incite au pire, permet et cause ces phénomènes, et compléter des mécanismes de contrôle (possibles dans des démocraties directes à petite échelle) par une vigilance active d'un nombre suffisant de personnes, afin d'écarter sans cesse les personnes et structures qui dériveraient régulièrement vers le « tout pour ma gueule ».

Car on sait bien que personne n'est parfait, et que même dans des sociétés favorisant l'entraide, la concorde et le bien commun il y a aura toujours des structures et individus cherchant à se servir et à instaurer des dominations.

Des garde fou sérieux sont impossibles puisqu'ils contrediraient les principes de société partout en vigueur

En tout cas, **nos systèmes sociaux (la civilisation industrielle capitaliste et étatiste) fondées sur des principes et structures néfastes favorisent fatalement les pires pratiques**, et de plus des garde fous sérieux sont impossibles puisqu'ils contrediraient les principes de société partout en vigueur et que, comme le montre les « Pandora Papers », ceux qui établissent lois et garde fous sont ceux qui grugent et profitent sans scrupule de leur faiblesse.



Pandora Papers : les criminels sont au pouvoir, le contraire serait étonnant L'argent est fluide, sans odeur, à présent il est même électronique et circule à la vitesse de la lumière

Toutes les grosses banques ont des filiales dans des paradis fiscaux

[Le business des paradis fiscaux est très juteux.](#) Imaginez les milliards issus des trafics économiques dits **illégaux** (mafia, drogue, armes, prostitution, pillages de matières premières, pornographie...) [qu'il leur faut injecter dans l'économie dite légale...](#)

Les trafiquants ne vont pas cacher tous leurs millions sous leur matelas ou dans un coffre à la cave, ils les placent

en banque comme tout le monde, [pour le blanchir](#), le mettre à l'abri et s'en servir pour des activités légales elles-mêmes lucratives (placements boursiers, immobilier, import-export...) et participant au désastre de l'Economie dite réelle.

[Les Â« grandes Â» banques sont à fond sur cet énorme marché du blanchiment de l'argent des trafics illégaux](#) essentiel à leurs profits.

Les paradis fiscaux sont un rouage logique et indispensable au « fonctionnement » de l'Economie

Les paradis fiscaux ne sont pas une dérive, une tache, un simple écart moral commis par des brebis galeuses, **les paradis fiscaux et les sociétés off-shore sont une conséquence et un outil majeur du capitalisme et des systèmes autocratiques**, [un rouage logique et indispensable au Â« fonctionnement Â» de l'Economie et des Etats](#).

C'est l'ensemble de l'Economie qui est pourrie

Les paradis fiscaux ne corrompent pas l'économie dite légale, puisque que c'est l'ensemble de l'Economie qui est de toute façon pourrie.

En effet, l'ensemble de l'argent de l'Economie dite légale est sale puisque que cet argent provient de l'exploitation et de la destruction des travailleurs comme de la nature. Les quelques îlots qui essaient de faire autrement sont noyés dans la masse, ils ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan d'ordures.

Sans les paradis fiscaux et les milliards des business illégaux qui transitent par des cascades de comptes bancaires et de sociétés écrans pour rejoindre discrètement le grand bain sale de l'argent de l'économie dite « réelle », l'Economie s'écroulerait comme un château de carte.

Dans la pratique, [la distinction entre économie légale et illégale ne tient pas, tout est imbriqué via l'argent abstrait qui circule électroniquement à grande vitesse tout autour du globe](#).

Evidemment, toute la clique des affairistes, des gros capitalistes et politicards sont parfaitement au courant de ces pratiques courantes, quand ils n'y trempent pas directement eux-mêmes.

Mais ...business et pouvoir as usual. De même que les dirigeants dits politiques ne veulent surtout pas détruire le capitalisme afin de préserver le climat, une vie sociale décente et le vivant, ils ne vont surtout pas détruire les paradis fiscaux pour s'acheter un semblant de moralité.

La poursuite suicidaire de la machine à cash et à puissance leur importe plus que tout.

Quand est-ce qu'on aura envie de faire dérailler pour de bon cette mégamachine alien cinglée qui pompe et détruit tout ?

Quand est-ce qu'on se donnera les moyens de le faire ?

Quand est-ce qu'on arrêtera de réclamer des emplois et de l'argent à un système criminel irréformable, pour se mettre à détruire cette mégamachine et construire des mondes vivables sur ses ruines ?



Pandora Papers : les criminels sont au pouvoir, le contraire serait étonnant La bourgeoisie extrémiste qui fraude, ...et fait la chasse aux pauvres (visuel Nantes révoltée)

PANDORA PAPERS : BONNE NOUVELLE, IL Y A BEAUCOUP D'ARGENT MAGIQUE

► Ce que signifient les révélations sur le système mondial de fraude fiscale

11 300 milliards de dollars volés. Le chiffre est vertigineux. Des centaines de dirigeants politiques et de milliardaires ont organisé un énorme système de détournement fiscal. Parmi eux, l'ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Straus-Khan, qui rappelons le, était sélectionné par les médias français pour devenir président, a dissimulé des millions de dollars. Le président kényan qui affirmait « lutter contre la corruption » avait une fondation au Panama. Mais aussi la chanteuse Shakira, le mannequin Claudia Schiffer, l'ancien premier ministre britannique Tony Blair...

Cette affaire, baptisée « Pandora Papers » est révélée par le Centre américain pour l'intégrité publique, l'ICIJ, dont le réseau compte 280 journalistes d'investigation dans plus de 100 pays et territoires, ainsi que quelque 100 médias partenaire. Concrètement, cela veut dire que les riches de ce monde ont fait sécession. Ils ne se contentent pas de nous imposer des mesures néolibérales extrêmement violentes et de transformer le monde en prison et en zone dévastée sur le plan écologique : ils se préparent, amassent toujours plus de fortunes, volent de plus en plus éhontément.

Encore un scandale qui fera la « une » de l'actualité quelques jours avant d'être oublié ? Peut-être. Mais on peut le considérer comme une bonne nouvelle : de « l'argent magique », il y en a. Et plus qu'il n'en faut. Les riches n'ont jamais été aussi riches. Il n'y a pas de « crise », mais une guerre sociale. La « crise » est une fiction pour nous saigner depuis des décennies, un argument pour saccager nos droits sociaux, nous voler toujours plus. Avec des 11 300 milliards, il y a largement de quoi régler à la fois des problèmes comme la famine mondiale, les problèmes écologiques, sociaux, et même sanitaires. Rien qu'en France, comparé aux sommes colossales qui ont été volées, régler le problème des retraites, donner un chômage décent à chacun ou redonner des moyens aux hôpitaux est une goutte d'eau. Ce récent scandale importe donc peu s'il reste sans conséquences : il faut partir à l'assaut, reprendre ce qu'ils ont volé.

(post Nantes Révoltée)

NOTES annexes :

L'Economie capitaliste fonctionne sur l'opacité, l'inégalité et l'irresponsabilité structurelles

Le journal Le Monde (article plus bas en PS) parle sans rire « des règles classiques de l'économie (transparence, équité, responsabilité) ». Il fait sans doute allusion aux ventes d'armes par la France à des dictatures ? Ou aux usines délocalisées en Asie où femmes ou enfants triment dans de très mauvaises conditions pour le bénéfices d'entreprises françaises ? Ou aux business destructeurs très lucratifs des pesticides, du béton, des énergies fossiles ?

Foutage de gueule au carré du journal libéral faux cul du Monde : on constate plutôt que l'Economie capitaliste fonctionne sur l'opacité, l'inégalité et l'irresponsabilité structurelles, et elle est protégée par les Etats (« de droit » ou pas), les lois, les gouvernements et leurs polices.

Post-scriptum :

- ▶ Sur Le Monde, [dossier Â« Pandora papers Â»](#) :
- ▶ [« Pandora Papers » : du roi Abdallah II à Tony Blair, des dizaines de dirigeants politiques éclaboussés par le scandale](#)
- ▶ [« Pandora Papers : plongée mondiale dans les secrets de la finance](#)

Enquête« Le Monde » et le consortium de journalistes ICIJ ont eu accès aux données confidentielles de quatorze cabinets spécialisés dans les paradis fiscaux, révélant les secrets de 300 responsables publics, 35 chefs d'Etat, 130 milliardaires...

C'est le cauchemar des riches et des puissants qui recourent à des paradis fiscaux pour dissimuler leurs avoirs aux regards indiscrets : un leak, une fuite massive de données confidentielles, qui jette une lumière crue sur leurs secrets.

Ce jour tant redouté est arrivé pour les 35 chefs d'Etat (anciens ou actuels) et les 130 milliardaires qui apparaissent dans les « Pandora Papers », la nouvelle enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), dont Le Monde est partenaire. Près de 12 millions de documents, provenant des centres offshore les plus opaques de la planète, ont été transmis par une source anonyme à un consortium de 150 médias internationaux, parmi lesquels Radio France et « Cash Investigation » en France.

L'ICIJ et ses partenaires ont eu accès aux archives de quatorze cabinets distincts, tous spécialistes de la création de sociétés anonymes. Quatorze maillons de la longue chaîne qui fait tourner le monde parallèle de l'offshore, où les règles classiques de l'économie (transparence, équité, responsabilité) n'ont pas cours. Leurs noms ne parleront pas au grand public : Trident Trust, DadLaw, SFM, Alcogal, Il Shin...

Pourtant, à l'image du cabinet Mossack Fonseca, au coeur du scandale des « Panama Papers » en 2016, ces cabinets disséminés dans des paradis fiscaux aux secrets d'habitude bien gardés (Belize, îles Vierges britanniques, Chypre, Dubaï, etc.) jouent un rôle central dans ce système biaisé en faveur des plus riches, à même de s'offrir, pour quelques milliers d'euros, la protection d'une société-écran.

Assurance-vie contre les aléas politiques

Parmi les dizaines de milliers de propriétaires de sociétés révélés par les « Pandora Papers », dont 600 Français, figurent un nombre sans précédent de responsables politiques de haut niveau, aux quatre coins du monde : l'ancien premier ministre britannique Tony Blair, l'ancien directeur général du Fonds monétaire international Dominique Strauss-Kahn, le président kenyan Uhuru Kenyatta, le premier ministre libanais Najib Mikati, le roi de Jordanie Abdallah II, le premier ministre tchèque Andrej Babis, le président équatorien Guillermo Lasso, le président ukrainien Volodymyr Zelensky, le président gabonais Ali Bongo, le premier ministre ivoirien Patrick Achi, le président congolais Denis Sassou Nguesso... A leurs côtés, une poignée d'hommes politiques français, souvent murés dans le silence au moment d'expliquer la raison d'être de leurs sociétés offshore. Au total, l'ICIJ a dénombré dans le leak plus de 300 responsables publics du monde entier.

Il apparaît, à la lumière de cette nouvelle enquête, que Mossack Fonseca, par lequel le scandale des « Panama Papers » a éclaté, était loin d'être un cas isolé

Cet inventaire vertigineux bouscule notre compréhension de la nature profonde de ces territoires qu'on appelle « paradis fiscaux ». De fait, l'intérêt pour un chef d'Etat autocrate de frauder sa propre administration fiscale peut sembler limité. Bien plus qu'une fiscalité allégée, c'est l'opacité que viennent chercher dans ces centres offshore les politiques soucieux de soustraire aux yeux du public leurs activités et leurs avoirs.

« Si le roi de Jordanie affichait sa richesse publiquement, cela contrarierait non seulement son peuple, mais aussi les bailleurs de fonds occidentaux qui l'ont aidé », résume par l'exemple Annelle Sheline, chercheuse américaine au Quincy Institute et spécialiste du Moyen-Orient. En plaçant leurs avoirs dans des sociétés et des comptes anonymes à l'étranger, parfois au profit de leurs proches, ces chefs d'Etat s'achètent aussi une assurance-vie contre les aléas politiques. Ils protègent leur fortune contre les poursuites judiciaires qui pourraient être intentées contre eux, au titre des biens mal acquis, s'ils se voyaient écartés du pouvoir.

Criminels et scandales ignorés

Les centres offshore offrent une protection non pas seulement contre les taxes, mais aussi contre les lois et les juges, souvent bien en peine de faire aboutir leurs enquêtes dans l'entrelacs des sociétés anonymes installées dans des juridictions aux règles protectrices.

En témoigne l'impressionnante liste de criminels de tout pedigree qui apparaissent dans les « Pandora Papers », du vendeur d'armes au narcotraquant, du criminel sexuel en fuite au mafieux italien. Comme Raffaele Amato, un cadre de la Camorra soupçonné d'une douzaine de meurtres, dont l'histoire a inspiré le livre et la série télévisée Gomorra. Il a utilisé une société-écran pour acheter des terrains en Espagne après avoir fui la justice. Ou encore Jho Low, le personnage-clé du scandale 1MDB, l'un des plus grands détournements d'argent public de l'histoire. Les documents révèlent une myriade de sociétés constituées par l'homme d'affaires, aujourd'hui en fuite, pour siphonner l'argent du fonds souverain malaisien afin d'acheter des hôtels de luxe en Californie.

Derrière les procédures judiciaires déjà en cours, combien de scandales ignorés, qui dorment encore dans les archives de ces cabinets offshore ? Probablement beaucoup, à en juger par le nombre conséquent d'histoires exhumées en quelques mois par les 600 journalistes ayant exploré les archives secrètes de ces quatorze firmes, composées de documents s'étalant de 1996 à 2020.

Au Mexique, une congrégation religieuse secouée par un scandale d'agressions sexuelles est parvenue à exfiltrer des centaines de millions de dollars vers des structures opaques quelques jours avant sa mise sous tutelle par le Vatican, compliquant le dédommagement financier de ses victimes. En France, un conspirationniste d'extrême droite a eu recours à une société seychelloise pour vendre livres et pilules miracles. Aux Etats-Unis, des enquêteurs se sont heurtés à des « trusts », des structures ultra-opaques, au moment de mettre la main sur des antiquités khmères de contrebande. En Italie, un terroriste néofasciste a constitué un véritable empire financier occulte à l'aide d'intermédiaires suisses et panaméens.

Dérives généralisées

Comment un tel système, malgré la succession ininterrompue de scandales, peut-il perdurer ? D'abord en raison d'une fiction tenace, selon laquelle le système offshore est un outil neutre, qui serait simplement mal utilisé par certains, comme peuvent l'être le couteau, l'atome ou les réseaux sociaux. Dans la majorité écrasante des pays du monde, il n'est pas illégal de détenir des actifs offshore, ou d'utiliser des sociétés anonymes avec des hommes de paille.

Ces instruments sont même considérés comme nécessaires, pour conduire des affaires au travers des frontières, dans une économie mondialisée où le maquis des législations et des fiscalités nationales disqualifierait toute alternative. Aujourd'hui, seuls sont punis les usages illégaux qui en sont faits, comme la fraude fiscale, la corruption ou le blanchiment d'argent.

Or, année après année, les révélations de la presse viennent confirmer le caractère généralisé des dérives de ce système. « Offshore Leaks » (2013), « China Leaks » (2014), « Panama Papers » (2016), « Bahamas Leaks » (2016), « Football Leaks » (2016), « Money Island » (2017), « Malta Files » (2017), « Paradise Papers » (2017), « Dubaï Papers » (2018), « FinCEN Files » (2020), « OpenLux » (2021), et maintenant « Pandora Papers ». Chacun de ces scandales vient révéler l'incapacité des autorités à surveiller efficacement ces territoires opaques du monde financier, qui concentrent plus de 8 700 milliards de dollars d'actifs (7 900 milliards d'euros), selon les dernières estimations de l'économiste Gabriel Zucman, remontant à 2017.

Certes, sous la pression de l'opinion publique, d'incontestables progrès ont été accomplis au cours de la dernière décennie. Le sacro-saint secret bancaire a été levé dans l'Union européenne en 2017. Depuis 2019, la transparence est théoriquement la norme dans le monde entier, grâce à

l'échange automatique d'informations sur les comptes bancaires, visant à prévenir les autorités fiscales dès lors qu'un de leurs ressortissants détient des actifs financiers à l'étranger. Dans le même temps, un nombre croissant de pays se sont lancés dans la mise en place de registres recensant les propriétaires réels des sociétés, pour enfin percer le secret des prête-noms.

Mais tout cet édifice repose sur la bonne conduite des intermédiaires financiers, ceux qui enregistrent les sociétés et sont responsables de la collecte de l'information sur leurs clients. Parmi eux, on retrouve les quatorze cabinets au centre des « Pandora Papers », mais également un écosystème bien plus large, composé de banquiers, d'avocats, de notaires et autres prestataires, sans lequel le marché de l'offshore n'existerait pas. Ce sont ces prestataires qui l'organisent, le font vivre et prospérer, en vendant, pour quelques milliers d'euros ou de dollars, toute la palette d'instruments permettant aux clients de se cacher derrière des paravents et d'opacifier leurs avoirs, de la société virtuelle avec prête-nom au « trust » garantissant l'anonymat sur des générations.

Le sujet est d'autant plus central que ces marchands de secret, lorsqu'ils sont mis en cause, refusent d'endosser toute responsabilité en matière de lutte antiblanchiment. Ils renvoient ainsi invariablement la question à l'éthique des clients finaux, pour qui ils créent ces sociétés, voire à la responsabilité des Etats eux-mêmes qui, disent-ils, se montreraient défaillants dans leurs contrôles.

Nouveaux eldorados

Or les « Pandora Papers » confirment que ces cabinets sont nombreux à faillir à leurs missions de « due diligence » - ces vérifications de base qu'ils sont censés effectuer, pour contrôler la probité de leurs clients et la légalité de leurs transactions. Il apparaît aujourd'hui, à la lumière de cette nouvelle enquête, que Mossack Fonseca, par lequel le scandale des « Panama Papers » a éclaté, était loin d'être un cas isolé. D'ailleurs, certains cabinets ne se sont pas privés de prendre le relais de leur concurrent panaméen, défait par le scandale, en récupérant son portefeuille de sociétés offshore.

Enfin, le système se perpétue à cause d'une concurrence mondiale délétère vers le moins-disant en matière de transparence. Dans les Caraïbes, les centres offshore déjà éclaboussés par les scandales tentent tant bien que mal de se mettre au diapason de la communauté internationale, en adoptant des règles de contrôle plus contraignantes vis-à-vis de leur clientèle. Ainsi a-t-on vu certains paradis fiscaux bien établis renforcer leur arsenal législatif, qui en acceptant la création d'un registre public des bénéficiaires réels des sociétés, qui en refusant le mécanisme opaque des actions au porteur.

Mais, dans le même temps, de nouveaux eldorados ouvrent les bras aux clients en quête d'opacité. Alors que les territoires confettis sont sommés de trouver un nouveau modèle économique, d'éminents centres financiers sont en passe de les supplanter. Petits Etats puissants (Singapour, Emirats arabes unis) ou territoires adossés à une superpuissance (Hongkong pour la Chine, le Dakota du Sud pour les Etats-Unis, Chypre pour l'Union européenne), ils sont moins sensibles à la pression internationale, et jouissent d'une plus grande tolérance. L'émirat de Dubaï symbolise à merveille cette évolution, profitant aujourd'hui d'une place financière hyperdéveloppée, et d'un modèle économique conçu et protégé par les familles royales émiraties.

La communauté internationale laissera-t-elle ces nouveaux paradis se transformer définitivement en havres pour la fraude fiscale et l'argent sale ? « La lutte contre les paradis fiscaux, pour être efficace, ne peut être que mondiale », écrivait en début d'année, dans ses Mémoires d'un juge trop indépendant (Tallandier, 304 pages, 20,90 euros), l'ancien juge Renaud Van Ruymbeke, figure du combat contre le crime financier.